

SAMUEL PELRAS

# UN GESTE POUR LA PLANÈTE

PEUT-ON NE PAS ÊTRE ÉCOLO ?



Flammarion **Antidote**

Extrait de la publication

**An  
Ti  
do  
te**

HALTE AUX CONSENSUS MOUS,  
AUX FAUSSES ÉVIDENCES,  
À L'OPPOSITION STÉRILE DES EXPERTS!  
BIENVENUE À TOUS CEUX  
QUI VEULENT SE CONSTRUIRE UN AVIS,  
PAR EUX-MÊMES ET POUR EUX-MÊMES.  
IMPERTINENTS ET CRITIQUES,  
CES PETITS ANTIDOTES LEUR SONT DÉDIÉS.

**Peut-on faire de l'écologie  
sans être « écolo » ?  
Transformer le nouvel air  
du politiquement correct  
en utopie concrète ?**

**Flammarion**

Extrait de la publication

# Un geste pour la planète

DANS LA MÊME COLLECTION

Yann Dall'aglio, *Une Rolex à 50 ans – A-t-on le droit de rater sa vie ?*

Mathias Roux, *J'ai demandé un rapport – La politique est-elle affaire d'experts ?*

Guillaume Pigéard de Gurbert, *Fumer tue – Peut-on risquer sa vie ?*

Normand Baillargeon, *Liliane est au lycée – Est-il indispensable d'être cultivé ?*

Yann Dall'aglio, *Jt'm – L'amour est-il has been ?*

Jean Salem, « *Élections piège à cons* » – *Que reste-t-il de la démocratie ?*

Camille de Vulpillières, « *Dis merci à la dame* » – *Que signifie la politesse ?*

Samuel Pelras

Un geste pour la planète

*Peut-on ne pas être écolo ?*

Flammarion **Antidote**

Samuel Pelras enseigne la philosophie  
au lycée Pierre Bayen de Châlons-en-Champagne.

© Flammarion, Paris, 2012.  
ISBN : 978-2-0812-7073-2

*À Clément.*



## INTRODUCTION

*Peut-on ne pas être « écolo » ?* La question peut paraître saugrenue dans la « patrie des droits de l'homme ». Tout démocrate digne de ce nom répondra bien évidemment oui. La politique n'étant qu'affaire d'opinions, aucune ne peut prétendre s'imposer à tous, sous peine de faire ressurgir le spectre totalitaire. Si la démocratie libérale repose sur le principe de la majorité, elle n'enjoint pas pour autant à chaque sujet de penser au diapason de ladite majorité. Au nom de la sacro-sainte « liberté de penser », toutes les opinions ont droit de cité, méritent *a minima* d'être tolérées, tant qu'elles ne remettent pas en question les fondements de l'ordre social. Nous avons ainsi le droit d'être ou de ne pas être « écolo », « gauchiste », « souverainiste », « euro-péiste », « royaliste », « populiste », etc.

Pourtant, depuis moins de dix ans, le battage médiatique s'intensifie autour du développement durable, du bio, de la citoyenneté écologique et responsable. La défense de la planète s'impose peu à peu comme un nouvel impératif catégorique. Des (super) productions cinématographiques nous démontrent par a + b le caractère inéluctable du réchauffement climatique (*Une vérité qui dérange*, d'Al Gore, *Le syndrome du Titanic*, de Nicolas Hulot), le désastre sanitaire associé à l'industrialisation de la production de denrées alimentaires (*We Feed the World*, d'Erwin Wagenhofer, *Nos enfants nous accuseront* de Jean-Paul Jaud, *Solutions locales pour un désordre global*, de Coline Serreau). Les publications savantes pullulent sur le sujet, laissant penser que l'écologie est aussi florissante que la Nature qu'elle veut protéger. On ne compte plus non plus les manuels du parfait écolo, multipliant les « recettes » pour réduire son empreinte écologique. Chacun est sommé de se faire le « sauveur » de la planète, fidèle à la maxime de Gandhi : « Deviens le changement que tu veux voir dans le monde. » Tel le « colibri » du conte amérindien exploité par Pierre Rabhi, l'individu peut, à son échelle, contribuer à éteindre l'incendie qui ravage la Terre. La « secte » des écolos possède, comme il se doit, ses prophètes. Du botaniste au paysan en

passant par l'agronome, ils sillonnent le territoire et apportent la bonne parole, agrémentant leurs discours d'anecdotes bien choisies pour captiver un auditoire souvent conquis d'avance. Pour faire face à ce nouveau marché, les industriels investissent à leur tour dans l'éco/bioresponsabilité équitable. Forts de leurs labels certifiant leur moralité et leur innocuité, ces nouveaux produits conquièrent les rayons des grandes surfaces, sont étudiés et comparés scrupuleusement par les magazines de consommateurs. Les plus cyniques y voient la dernière astuce du capitalisme pour poursuivre sa course à la croissance. Globalisation oblige, on parle de *greenwashing*.

Enfin, sentant eux aussi le vent tourner, les pouvoirs publics emboîtent le pas de la société civile, après avoir fait la sourde oreille pendant plusieurs décennies. Ils relaient désormais les préoccupations sociales autour de la bonne santé de notre planète. L'événement le plus médiatique et le plus emblématique fut peut-être le Grenelle de l'Environnement. L'arbre qui cache la forêt. Les agglomérations sont entrées dans une course effrénée au développement durable, à la recherche du nouveau Graal : le label « ecocity ». Elles éditent, comme la ville de Nantes récemment adoubée, des fiches *écoGeste* pour sensibiliser et informer

leurs administrés : « Consom'agir : s'engager et consommer autrement » (n° 604), « Servez, buvez, économisez ! » (n° 105), « Aller à l'école, faire de l'exercice, et protéger la planète en même temps ? » (n° 304), etc. Chacune est un parfait modèle du nouvel esprit du temps : une écologie *fun* à portée de main et de portefeuille, faite de petits riens aux supposés grands effets. Pour couronner le tout, la formation Europe Ecologie réalise un résultat sans précédent aux élections européennes du 7 juin 2009. Avec 16,2 % des suffrages exprimés, les écolos entrent dans la cour des grands, serrent de près le PS et jouent les trouble-fêtes du bipartisme. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, on pourrait penser que ce combat pour que les idées écologistes s'imposent dans l'espace public est en passe d'être gagné. Non seulement 90 % des Français se déclarent sensibles aux questions environnementales, mais les pouvoirs publics ne cessent d'encourager des pratiques plus respectueuses de l'environnement, de leur propre initiative ou sous la pression des associations et partis « écolos ».

Sous un tel matraquage, la tentation est grande de proclamer haut et fort, avec Antoine Sénanque : « Merde à l'écologie ! » (Titre d'une tribune publiée dans les *Dossiers et documents* du *Monde* en janvier 2010). Beaucoup ne s'en privent

pas, d'ailleurs, refusant, au nom de leur liberté, de faire contrition en lieu et place des « puissants » ou de faire le jeu du capitalisme vert. Au-delà de la réaction épidermique, cette nouvelle morale alimente le cynisme et l'indifférence. À quoi bon trier ses déchets, alors que le recyclage entraîne une hausse de la consommation (« effet-rebond ») ? À quoi bon réduire son empreinte écologique, alors que les États ne parviennent pas à prendre pour eux-mêmes des mesures contraignantes ? Les « petits », attisés par les Pujade du moment, refusent d'être les dindons de la farce. Ils préfèrent la politique de l'autruche à celle du colibri. Après tout, si l'humanité disparaît, la Terre ne s'arrêtera pas pour autant de tourner et le vivant d'évoluer. « Bon débarras ! »

Néanmoins, une réaction épidermique, si compréhensible soit-elle, ne suffit pas à faire une politique ou une éthique. Elle est au mieux un point de départ pour une réflexion critique, mais non son terme. Ainsi, cette vogue écologique qui fleure bon l'idéologie doit nous amener à interroger les liens entre écologie, morale et politique. Le souci de la nature est-il constitutif de tout engagement politique ou un phénomène contingent, attaché à une société en mal d'avenir ? Si la « question naturelle » est bien celle que doit affronter notre

## UN GESTE POUR LA PLANÈTE

époque, selon la formule de Serge Moscovici, l'écocitoyenneté est-elle la meilleure façon d'y faire face ? Peut-on faire de l'écologie sans être « écolo » ?



## CHAPITRE PREMIER

### Le péril vert

La plus grande menace pour l'écologie politique n'est peut-être pas la société industrielle ou le capitalisme mondialisé. Elle sécrète aussi une maladie auto-immune : l'écocitoyenneté. Les « petits soldats verts » se répandent à une allure folle dans l'organisme, détruisent tout sur leur passage, emportant avec eux ce qu'il reste de l'écologie politique. Vous les avez certainement rencontrés, un jour ou l'autre. Peut-être vous ont-ils déjà convertis à la religion du « petit geste » ? Ils ne jurent que par le développement durable, pratiquent le tri sélectif, achètent leurs produits dans des coopératives bio, sont incollables sur le réchauffement climatique. Bref, ce sont des individus comme vous et moi, en apparence. À ceci près qu'ils ont connu l'Éveil. Ils ont pris conscience du

péril qui menace l'humanité et veulent la sauver. Leur credo : « Petit à petit, on devient moins petit. » L'accumulation de petits gestes quotidiens devrait suffire à inverser la vapeur. Au pis, si ça ne marche pas, chacun aura au moins le sentiment du devoir accompli, sera déculpabilisé du désastre, promis au Paradis des colibris. Tirée d'une fable amérindienne, la métaphore du colibri est brevetée par Pierre Rabhi, fondateur du mouvement Colibris. Alors qu'un incendie ravage la forêt, les animaux désolés contemplent le désastre, persuadés de leur impuissance. Tous, à l'exception du colibri. Courageusement, le petit oiseau transporte dans son bec quelques gouttes d'eau pour les jeter sur les flammes. Interrogé par les autres animaux sur la vanité de son geste, il déclare ne faire que « sa part », même si ça ne peut suffire. L'écocitoyen, tel saint Paul sur le chemin de Damas, a été converti. Il croit que les experts et les prophètes ont raison : nous courons à la catastrophe. Gonflé à bloc, il sait qu'il est en partie responsable du désastre, tel un colon repentini engagé dans l'humanitaire. Une seule solution : se racheter et convaincre les autres d'en faire autant. L'écologie politique a accouché d'un bien curieux avatar : l'écocitoyen, prosélyte de la religion d'avenir.

## L'évangile de l'écocitoyen

La secte de l'écocitoyenneté est en passe de devenir une véritable religion. Selon le sociologue Émile Durkheim, cette dernière se définit comme « un système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites ; croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée Église, tous ceux qui y adhèrent ». Environnement, biosphère, biodiversité : autant de dénominations du sacré à faire pâlir Yahvé. La planète, menacée, exige que nous prenions soin d'elle, sous peine de nous emporter avec elle dans un Jugement dernier que n'aurait pas renié saint Jean, apocalyptologue à ses heures perdues. Les apôtres les plus aguerris peuplent déjà les futures arches de Noé, tel l'éco-quartier de Fribourg-en-Brigau, petite ville allemande à la frontière suisse, pèlerinage des nouveaux convertis. Tous ânonnent la bonne parole, les commandements du parfait « écolo ».

### *Expert tu deviendras !*

Démocratie et transparence des informations obligent, l'expertise de la religion verte n'est plus laissée à quelques théologiens obscurantistes.

L'écologie réussit le mariage miraculeux de la science et de la religion, après plusieurs siècles de combats forcenés. Il était prévisible que le Progrès viendrait à bout de telles oppositions stériles. Combien de planètes nous faudrait-il pour généraliser le mode de vie occidental à l'ensemble des populations terrestres ? Quelle quantité de pétrole pour acheminer d'Amérique latine le soja destiné aux bovins européens ? Combien de litres d'eau pour que le maïs croisse dans des régions arides ? Le pic pétrolier est-il passé ou à venir ? Quelle hausse des températures est à prévoir pour les prochaines décennies ? Les énergies renouvelables suffiront-elles à remplacer les centrales nucléaires et les centrales à charbon ? Quel niveau de radioactivité est tolérable par l'organisme ? etc. Autant de questions pour lesquelles l'écocitoyen se doit d'avoir une opinion informée. Il faut convaincre les indécis et contrer les sceptiques avec des chiffres. Ceux-ci réduisent au silence, font office de preuve irréfutable – peu importe la méthodologie (lorsqu'elle existe) dont ils résultent. Ce qu'on a coutume d'appeler les « Nouvelles Technologies de l'information et de la communication » (NTIC) diffusent au plus grand nombre, dans la gratuité et la transparence, les informations et argumentaires *clé en main* pour tout individu désireux de prendre son bâton de pèlerin, d'animer

une réunion publique, de convaincre ses amis récalcitrants ou de moucher le premier de la classe. Des plus motivés aux plus fainéants, chacun trouvera chaussure à son pied. Ainsi, le réseau Sortir du nucléaire met à disposition des « écolos » soucieux d'en finir avec le nucléaire (« Plus jamais ça ! ») trois brochures plus ou moins digestes pour les aider à en finir avec le nucléaire... dans leurs têtes. En apéritif, *Changeons d'ère, sortons du nucléaire*, 32 pages, format 10/15 : « Pour sensibiliser au-delà des convaincus et faire progresser nos idées ». La brochure tient dans la main, quelques fiches rouges (c'est pas bien) et vertes (c'est bien) dignes des meilleurs PowerPoint. Pour aller plus loin, *Par ici la sortie... du nucléaire*, 52 pages A4 : « Tous les éléments et arguments indispensables pour savoir pourquoi et comment sortir du nucléaire ». Enfin, pour les plus résistants, candidats à l'adoubement, *Nucléaire, comment en sortir ? Étude complète*, 92 pages format A4 : « Cette étude du Réseau Sortir du nucléaire, réalisée en 2007, présente en détail la sortie de la France du nucléaire en cinq ou en dix ans. Elle est le fruit d'une coopération nourrie entre des experts indépendants de l'énergie et les militants du Réseau Sortir du nucléaire. »

Impossible de prendre la parole sur cette question de l'énergie sans être un minimum informé.

Au sens strict, cette information est une mise en forme, un calibrage des discours et prises de position calqué sur celui des technocrates qui nous gouvernent. Le militant a peur d'être pris en flagrant délit d'ignorance. Il lui faut des chiffres à opposer à d'autres chiffres, des « preuves à l'appui ». Il vit avec la hantise de tout technophobe digne de ce nom : être traité d'obscurantiste. Désormais, la politique est essentiellement une affaire d'expertise. L'« écolo » en a pris acte et potasse. Il veut contrer les experts à leur propre jeu, ne pas botter en touche faute de « compétence ». Ce faisant, il reconduit pourtant la logique du système qu'il combat. D'une part, il avale la couleuvre d'une politique réservée à une caste de spécialistes, la démocratisation de l'accès à l'information n'allant pas jusqu'à celle de la prise de décision. D'autre part, il accepte l'idée d'une gestion technocratique de l'environnement, alors même que cette posture est à l'origine des maux qu'il dénonce. Instrumentalisation de la « nature » et bonne « gouvernance » politique marchent main dans la main. Dans les deux cas, il ne s'agit que de gérer des flux : de matières premières, d'énergies, d'animaux, d'humains... Ainsi, parmi les six chantiers du Grenelle 2, le gouvernement, sur son site dédié au développement durable, revendique une « Nouvelle gouvernance écologique » : « La gouvernance



Mise en page par Meta-systems  
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHBN000501.N001  
Dépôt légal : février 2012